

# **Le rapport du social au politique retracé par l'Union syndicale Solidaires : recension du dernier numéro des Utopiques**

mardi 27 septembre 2022, par Jean-Marie Harribey

La revue *Les Utopiques*, *Cahier de réflexions* publie dans son numéro 19 (Syllepse, printemps 2022) un dossier spécial consacré à « Pouvoir, politique, mouvement social ». Cette publication ne pouvait mieux tomber au moment où une Assemblée nationale vient d'être élue, composée de 154 députés de gauche emmenés par la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, une alliance politique dans laquelle de nombreuses personnes sont issues des mouvements sociaux.

En effet, cette reconfiguration politique remet le doigt sur l'une des problématiques les plus anciennes et les plus marquantes de l'histoire sociale et politique française depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours : quels liens unissent ou entretiennent d'un côté le syndicalisme et les mouvements sociaux dans leur ensemble, et de l'autre les partis politiques qui prétendent les représenter ou défendre leurs intérêts ?

Alors que rien ne laissait prévoir cette nouvelle donne politique, l'Union syndicale Solidaires avait choisi de revisiter dans sa revue théorique un grand pan de l'héritage du mouvement ouvrier, dont la célèbre Charte d'Amiens constitue une pierre d'angle.

Ce numéro des *Utopiques* s'ouvre sur deux articles qui vont situer l'enjeu de la discussion portant sur les relations entre le social et le politique. Le premier, rédigé par des membres de la section Sud-Éducation Sorbonne Université, raconte l'expérience de lutte des agents du nettoyage sur le campus de Jussieu à Paris en 2021. Lutte victorieuse menée par la CGT, mais où l'on a bien vu l'importance et les difficultés d'une action unitaire et de la responsabilité directe des prolétaires en lutte. Le deuxième article est l'occasion pour l'US Solidaires, sous la plume de Romain Casta, de rappeler son orientation sur le statut du salariat, fondé sur le « droit au salaire » qui doit exister « avec ou sans emploi » : la forte restriction des allocations chômage par le pouvoir macronien montre bien l'actualité du maintien de ce droit. Par ces deux articles est introduit le point clé du dossier : qu'est-ce que la Charte d'Amiens et qu'en reste-t-il plus d'un siècle après ?

## **La Charte d'Amiens**

En 1906, lors du congrès de la CGT à Amiens, fut adopté ce texte qui statue sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des

partis politiques et qui en même temps théorise l'action révolutionnaire pleine et entière du syndicalisme. Ce texte n'est pas le fruit du hasard car, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la discussion est vive, parmi les multiples courants se réclamant du socialisme révolutionnaire, entre les tenants d'une ligne autonome et ceux où les objectifs syndicaux sont subordonnés à ceux des partis politiques. En un mot, la Charte d'Amiens est bien représentative à l'époque de l'« anarcho-syndicalisme », dit aussi « syndicalisme révolutionnaire ». Elle va conditionner pour longtemps les rapports entre syndicats et partis, certes plus ou moins selon les moments, mais suffisamment pour que toutes les confédérations syndicales s'en réclament encore.

Cependant, en un siècle, la situation globale a changé. Les acteurs du mouvement social se sont diversifiés. Comme l'écrit Thierry Renard (p. 29), « Le syndicalisme ne peut plus prétendre se suffire à lui-même et est bien obligé d'accepter de travailler avec toute une série d'associations, de mouvements de luttes spécifiques. Il y a donc tout lieu de penser qu'une confrontation au sein même du mouvement social est nécessaire pour élaborer de nouvelles perspectives de transformation de la société. » Et Verveine Angeli lui fait écho quand elle pointe « les retards sur la compréhension des dominations multiples dans nos sociétés et dans le monde du travail » (p. 37).

Il n'empêche qu'il existe « cinq bonnes raisons de défendre et de promouvoir la Charte d'Amiens », écrivent quatre membres du Collectif d'animation de l'Union fédérale Sud Industrie : nécessité de la « double besogne : améliorations immédiates pour préparer l'émancipation intégrale » ; une perspective révolutionnaire pour tous les travailleurs ; la laïcité intégrée au combat social ; pas de solution illusoire miraculeuse ; le syndicalisme « a vocation à s'exprimer sur tous les sujets, sans exclusive, à une condition : que ce soit réalisé sous l'angle syndical révolutionnaire ». Mais n'y a-t-il pas quelque chose de tautologique à affirmer que le syndicalisme révolutionnaire se

définit par son angle syndical révolutionnaire ?

Plus loin dans le dossier, deux syndicalistes de l'US solidaires reviendront sur la Charte d'Amiens pour tenter d'en tirer un bilan et de « construire quelques garde-fous » (p. 182), expliquent Philippe André, Anne Debrégeas et Jérôme Schmitt. Des garde-fous contre les risques de manipulation, de perte d'indépendance et de confusion. Ce qui n'empêche pas les contacts avec les élus politiques pour élargir les soutiens aux luttes. Et les auteurs donnent l'exemple de la bataille contre la mise en concurrence de l'électricité.

Et comment ne pas voir comme un symbole le centenaire de la Charte d'Amiens célébré lors du congrès de Sud-Rail en 2006 ? Christian Mahieux en profite pour rappeler le contexte de l'adoption de cette Charte et dire qu'« on en revient toujours au 'débouché politique aux luttes' qui est au cœur du débat » (p. 196).

## La Charte d'Amiens malmenée dans l'histoire

C'est alors l'occasion pour la revue *Les Utopiques* de se pencher sur plusieurs moments contemporains d'histoire politique de la France, dans laquelle les relations entre le syndicalisme et la politique furent mises à rude épreuve. Jean-Yves Lesage retrace la position de la CGT lorsque trois partis de gauche (PCF, SFIO et Radicaux de gauche) conclurent en 1972 un « Programme commun de gouvernement ». Ce ne fut pas simple, d'abord parce que, depuis la scission de 1920 au congrès de la SFIO avec la naissance du PCF s'alignant sur la position bolchevique de la II<sup>e</sup> Internationale, les relations étaient devenues tumultueuses entre les différentes organisations ouvrières. Ensuite, parce que presque une décennie s'écoula entre la signature de ce programme commun et l'arrivée au pouvoir de la gauche avec Mitterrand en 1981. Entre-temps, la CGT et la CFDT entretenirent des relations variables en fonction des événements sociaux et politiques de la fin de la période gaulliste. D'autant, raconte Théo Roumier, que la CFDT connut un recentrage qui la conduisit d'une part dans le giron du parti socialiste conquis par Mitterrand, et surtout d'autre part à abandonner la perspective autogestionnaire pour lui préférer l'accompagnement du capitalisme néolibéral. L'épisode manipulateur des « Assises du socialisme » en 1974 et le lâchage de la lutte des Lip par la direction confédérale de la CFDT sont encore dans les mémoires des plus anciens. Comble de la manipulation : « pour la direction confédérale, le choix est fait : c'est le PS qui a les atouts pour arrimer la gauche à l'autogestion » (p. 61). Le PS et l'autogestion, on en rirait presque...

On pourrait se demander ce qui l'emporta chez les acteurs de ce renversement de cap : l'illusion et l'inconscience des changements en cours du capitalisme, ou bien la trahison pure et simple des objectifs et idéaux d'antan. Gérard Gourguechon propose quelques éléments de compréhension de l'expérience de la gauche accédant au pouvoir en mai 1981. L'histoire ira très

vite entre l'application du programme commun de la gauche et le tournant de la rigueur en 1982-83 sous la houlette de Jacques Delors : relative discrétion de la part de la CGT vis-à-vis de la rigueur mise en place et quitus sans nuance de la part d'Edmond Maire et de la CFDT. Le moment n'allait pas tarder de faire suivre la rigueur par la déréglementation des marchés financiers menée tambour battant par Bérégovoy, ministre de l'économie puis premier ministre. Ainsi, assiste-t-on, dit Gourguechon, au « syndicalisme qui assiste ou regarde » (p. 74). La désillusion du « débouché politique » aux luttes arriva bien vite. Ne pas s'y résigner, tel était l'enjeu de l'Appel pour l'autonomie du mouvement social, signé en 1998, et que rapportent deux anciens du Syndicat Sud-Aérien, Pierre Contesenne et Léon Crémieux.

Nous le disions plus haut, la revue insiste sur l'importance de l'articulation, sinon la confrontation, des diverses formes de domination qui est la trame de nombreuses luttes féministes en butte avec la persistance d'inégalités et de violences subies par les femmes. Murielle Guilbert aborde cette problématique sous l'angle de l'institutionnalisation de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, au travers de son expérience de suivi des plans d'action et d'égalité dans la fonction publique où « tout était à créer » (p. 111). Nara Cladera poursuit en interrogeant la capacité de l'État à véritablement prendre en compte les revendications féministes. Et la lancinante question revient : « Les analyses féministes sont riches et variées, les confrontations théoriques et politiques non résolues, et même en ébullition sur la question de savoir si l'oppression des femmes se construit indépendamment ou intrinsèquement de l'exploitation capitaliste » (p. 129).

En filigrane du rapport entre mouvement social et politique, c'est la conception de la démocratie qui est en jeu. Pierre Zarka illustre cela en rapportant l'expérience de construction d'une démocratie locale dans un village de Saône-et-Loire. On voit bien que la construction d'un tel processus dépasse le cadre local pour rejoindre des aspects plus globaux : « la dichotomie 'concret local' et 'politique' commence à s'estomper » (p. 134). Dans un entretien, Vincent Peyret, fondateur du journal *Le Postillon*, fait part à son tour de son expérience critique du « laboratoire grenoblois » conduit par le maire Éric Piolle.

Le rapport entre mouvement social et partis politiques ne concerne pas que la France, loin de là. Aussi *Les Utopiques* se penchent sur le cas de l'Espagne, où des forces de gauche gèrent des villes importantes, notamment en Catalogne. Cela marque un pas vers « l'institutionnalisation de la gauche 'alternative' » (p. 143), mais « les partis alternatifs de gauche 'oublent' ce qui devrait théoriquement être leur ADN » (p. 149). L'autre exemple traité dans la revue est celui du Brésil avec la CUT et le gouvernement Lula, que présente Étienne David-Bellemare. Là encore, le balancement est net entre, d'un côté, un timide essai de réforme agraire et des programmes importants de soutien aux pauvres, et, de l'autre, la poursuite des programmes néolibéraux inspirés par le FMI. On y voit que « les forces syndicales qui ont porté le président Lula au pouvoir ont rapidement procédé à l'établissement de nouvelles passerelles entre leurs

organisations et l'appareil gouvernemental » (p. 161).

Que peut également nous apprendre le cas des États-Unis, où l'année 2021 a vu la « léthargie » connaître un « net frémissement » (p. 163), selon Alexandra Bradbury ? Les luttes sur le lieu de travail, dans un contexte de fortes tensions économiques, se sont ranimées : chez Amazon ou dans les hôpitaux privés et les télécommunications. « Salaires de misère et surcharge de travail qui écrase l'âme » (p. 165) en étaient les mots d'ordre. La victoire d'une liste soutenue par les *Teamsters for a democracy union* et celle des travailleurs de l'automobile pour élire les dirigeants donnent le ton d'une combattivité retrouvée.

La problématique ouverte par la Charte d'Amiens au début de ce XX<sup>e</sup> siècle qui allait connaître la Révolution d'octobre oblige à se demander si « le syndicalisme soviétique a existé » (p. 170). Il faut se souvenir que, à la fin de l'époque tsariste, le prolétariat russe est déjà constitué et organisé, surtout après la répression sanglante de 1905. Mais, raconte Pierre Znamenski, « l'expérience révolutionnaire tourne court » (p. 173), bien que « l'aspiration à l'autogouvernement des usines [soit] profonde parmi les travailleurs : elle est une réplique de la demande d'une démocratie politique réelle et contamine la quasi-totalité des entreprises » (p. 175). Et l'histoire se termina mal avec le stalinisme qui transforma le syndicat « en instrument de la mise au pas des comités d'usine » (p. 175). Après l'implosion de l'URSS et la disparition du « communisme historique », le syndicalisme demeura très affaibli en Russie.

## Vers des ouvertures

Ce numéro de la revue *Les Utopiques* est très riche sur le plan historique. Il montre combien fut important le refus de voir le syndicalisme être transformé en « courroie de transmission » des partis politiques, aussi révolutionnaires soient ceux-ci. Ce refus reste toujours d'actualité. Car il n'est pas si loin le temps où la CGT était inféodé au PCF. Et il dure encore pour la CFDT qui, sans être aussi organiquement liée au PS, fait pire encore puisqu'elle s'est ralliée au social-libéralisme. Le rappel de l'US Solidaires de son attachement à l'indépendance syndicale est donc très utile. Il n'empêche qu'on peut poser une question qui paraît légitime en 2022, après pratiquement un demi-siècle de défaites sociales face au capitalisme néolibéral : l'indépendance syndicale suffit-elle à bâtir une stratégie ? Dans son article, Thierry Renard le disait : « le syndicalisme ne peut plus prétendre se suffire à lui-même ». Si c'est vrai, la vision du syndicalisme à même de porter à lui seul la transformation révolutionnaire de la société ne paraît plus correspondre aux nécessités de l'heure. Dès lors, la référence exclusive à la Charte d'Amiens, déconnectée du contexte dans lequel celle-ci est née, n'empêche-t-elle pas de réfléchir à un projet d'unification syndicale [1] et aussi à la construction d'une alliance avec les autres mouvements sociaux ? Autrement dit, la relation entre pouvoir et contre-pouvoirs dans la société ne mérite-t-elle pas d'être repensée ? Cette problématique est d'ailleurs très

ancienne dans le mouvement ouvrier révolutionnaire : Rosa Luxemburg y avait consacré son livre *Grève de masse, partis et syndicats* en 1906, après la révolution russe de 1905 [2]. Aussi, la fréquente incantation contemporaine à la « convergence des luttes » doit sans doute pour s'incarner élaborer des formes organisationnelles mettant au travail à accomplir en commun la multitude des acteurs : syndicaux, associatifs, politiques... L'émergence d'un rapprochement des mouvements sociaux, par exemple au sein de la plateforme « Plus jamais ça ! », rassemblant notamment Les Amis de la Terre, Attac, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace, Oxfam, Solidaires, en témoigne [3].

Il y a deux absentes dans la fresque historique et théorique de ce numéro des *Utopiques* : c'est la centralité du travail pour produire de la valeur et comme lieu de socialisation, ainsi que son évolution imposée par les transformations du capitalisme [4]. Certes, un numéro de cette revue ne peut tout traiter à la fois, mais il faut garder à l'esprit que la condition au travail reste un marqueur fondamental pour analyser les positions stratégiques des organisations syndicales. La preuve en est que l'affaiblissement syndical à notre époque est largement dû à l'éclatement du salariat, à la dissolution des tissus productifs au fur et à mesure de la mondialisation et aux nouveaux modes de gestion managériaux de la force de travail. Prendre en compte ces transformations, d'autant que la révolution numérique risque de les accentuer, est indispensable pour (re)bâtir des stratégies offensives. Et cela, au moment même où la transition écologique est devenue une exigence incontournable, obligeant à reconsidérer les finalités du travail, c'est-à-dire, *in fine*, le rapport entre les classes sociales, car si le capitalisme est nécessairement inclus dans l'ensemble du « vivant » et des écosystèmes, seuls les humains peuvent mettre fin à la double exploitation : la leur et celle de la nature [5]. Finalement, la question du rapport entre social et politique renvoie à celui entre classes et partis.

Les deux grands auteurs, dont quelques aspects de leur œuvre sont présentés à la fin de ce numéro des *Utopiques*, peuvent-ils aider à résoudre ces problèmes théorique et stratégique ? Conceptuellement, sans doute ; mais, pratiquement, tout reste à inventer. Le premier de ces auteurs est Marx, abordé grâce au travail d'introduction réalisé par l'économiste allemand Michael Heinrich et présenté par Irvan Jurkovic. Pour le sujet qui nous occupe ici, on retiendra que « l'activité syndicale intervient sur les conditions de travail dans le cadre capitaliste » (p. 202). Ou bien : « La seule garantie qu'il [le syndicat] reste un organe d'émancipation est la manière dont il traite [...] son rapport au prolétariat. Si l'histoire de la lutte de classe nous montre les méfaits de l'hypertrophie du rôle de l'organisation, l'analyse marxienne du mode de production capitaliste permet de ne pas agir uniquement en servant les impératifs de nos ennemis de classe. *Le Capital* [de Marx] permet de comprendre quelles revendications sont potentiellement anticapitalistes et pourquoi elles le sont. » (p. 205) [6].

Le second auteur abordé en fin de numéro est le sociologue Pierre Bourdieu, disparu il y a vingt ans. Pierre Contesenne a la

bonne idée de citer l'une des préoccupations principales de Bourdieu : « Les choses que la sociologie dévoile sont soit implicites, soit refoulées, et le simple fait de les dévoiler a un effet de dénonciation. » (p. 215). Plusieurs décennies à l'avance (lors du mouvement social de l'automne 1995), Bourdieu avait dénoncé l'hypocrisie de ceux qui prétendent s'abriter derrière une neutralité de la science pour se dispenser d'intervenir dans le débat public : « Je m'expose à choquer [les intellectuels et chercheurs] qui, choisissant les facilités vertueuses de l'enfermement dans leur tour d'ivoire, voient dans l'intervention hors de la sphère académique un dangereux manquement à la 'neutralité axiologique', identifiée à tort à l'objectivité scientifique. Il faut coûte que coûte faire entrer dans le débat public, d'où elles sont tragiquement absentes, les conquêtes de la science. » (p. 217). La sociologie est à la fois science et outil militant : « les deux faces d'un même travail d'analyse, de

décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation » (p. 217). Loin du déterminisme dont on l'a parfois accusé et aussi du pseudo-libre-arbitre de l'individu, « Bourdieu montre que le social existe à la fois dans les corps des individus et dans les objets (sociaux) et les institutions : le social incorporé, c'est l'*habitus*, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions intériorisées qui organisent les différents rapports de l'individu (dans les différents champs) au monde, ces dispositions (manières d'être, d'agir et de réagir socialement, de se représenter le monde...) se construisent au cours de l'expérience du monde social de l'individu depuis son enfance. » (p. 218).

Comme l'écrivent les auteurs de l'« Édito » de ce numéro des *Utopiques*, « revenir sur cette question (pouvoirs, politique, mouvement social) est un enjeu nécessaire pour les 'jours d'après' » (p. 4).

---

## Notes

[1] Dans R. Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats*, La Découverte, 2001.

[2] Sur la discussion actuelle au sujet de l'unification syndicale, voir J.-M. Harribey, « [Unification syndicale](#) », 26 mai 2016 ; Théo Roumier, « [CGT, Solidaires, FSU : faut-il aller vers un syndicalisme unifié ?](#) », *Contretemps*, 16 juin 2022. Après l'échec de la lutte contre la réforme des retraites de 2010, une discussion stratégique dans Attac était amorcée, malheureusement sans lendemain, dans laquelle était abordée la relation entre pouvoir et contre-pouvoirs : compte rendu dans J.-M. Harribey, « [Pour sortir de la Folle époque, il faut reconstruire une stratégie](#) », janvier 2011.

[3] « [Plus jamais ça !](#) », 25 août 2021.

[4] L'article d'Alain Véronèse (« La crise sanitaire, une respiration salutaire ? », p. 206-2013) ne comble pas cette lacune, car il adhère à l'idée d'une prétendue disparition de la « valeur travail », infirmée par toutes les enquêtes sociologiques, thèse dont l'un des soubassements est de confondre la théorie de la « valeur-travail » au sens économique et la « valeur travail » au sens philosophique et éthique. Beaucoup d'illusions sur la « fin du travail » tout en réclamant le versement d'un revenu universel qui tomberait du ciel en résultent.

[5] On invite à lire les critiques de l'ouvrage de B. Latour et N. Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, La Découverte, 2022, par J.-M. Harribey, « [De quoi la classe écologique de Bruno Latour est-elle le nom ?](#) », 20 janvier 2022 ; et par P. Guillibert et F. Monferrand, « [Camarade Latour ?](#) », *Terrestres*, 18 juillet 2022.

[6] Voir la recension de J.-M. Harribey, « [Joan Robinson et Michael Heinrich invitent à lire et relire Marx](#) », août 2022.